

Commune de Mauriac (Cantal)**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

L'an deux mil vingt-cinq, le trois décembre à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Commune de Mauriac était assemblé en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale en date du vingt-sept novembre, sous la présidence de Madame Edwige ZANCHI, Maire de Mauriac.

Date affichage convocation : 27 novembre 2025

Nombre de membres

Afférents au Conseil : 27

En exercice : 27

Qui ont pris part à la délibération : 26

Présents :

Edwige ZANCHI
Jean Jacques VAISSIER
Raymonde THESSANDIER
Jacques SERRAT
Michel PAPON
Georges ALBESSARD
Geneviève RONGERE
Jacqueline BORNE
Gille FRUTIERE
Sabine RIVET
Sylvie FENIES
Claudine HEBRARD
Guillaume POINAT
Cyrille ROLLIN
Audrey LAFARGE
Samuel LEBEAUX
Andrée BROUSSE
Gérard VIOLLE
Stéphanie SERIEIX

Etaient représentés :

Béatrice CARTAYRADE ayant donné pouvoir à Jean Jacques VAISSIER,
Maryse BONNET ayant donné pouvoir à Jacques SERRAT,
Elisabeth BALADUC ayant donné pouvoir à Michel PAPON,
Jacques KHIAR ayant donné pouvoir à Edwige ZANCHI
Bruno DUFAYET ayant donné pouvoir à Gille FRUTIERE,
Géraud MAZE ayant donné pouvoir à Guillaume POINAT,
Alain DELASSAT ayant donné pouvoir à Gérard VIOLLE.

Etait absent :

Julien CHAMBON

A été désignée en qualité de Secrétaire de séance : Audrey LAFARGE

2025-12-03 / 8

Lancement d'une procédure d'enquête publique préalable à la désaffectation et au déclassement d'une portion de domaine public sis Trébiac

Madame le Maire expose que la commune a été sollicitée en vue de l'acquisition d'une portion de domaine public riveraine de la propriété de Madame Anne-Marie MATHIEU sise le Couderc à Trébiac.

Considérant que cette cession concernerait une portion d'environ 50 m² constituée d'une portion d'un chemin qui dessert les parcelles dont elle est propriétaire (parcelles cadastrées section D n° 134, 135, 136 et 137).

Le Conseil Municipal,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le plan cadastral annexé à la présente,
Vu les avis de France Domaine en date du 17 juin 2025,
Ayant ouï le Maire en son exposé,
Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

Vote	Pour	Abstention	Contre
	26	0	0

PREND ACTE de la demande établie par Madame Anne-Marie MATHIEU sise le Couderc à Trébiac relative à l'acquisition d'une portion de domaine public, à savoir une portion d'un chemin d'une superficie d'environ 50 m².

FIXE le prix de gré à gré à 2480 €, les frais de géomètre et de Notaire étant à la charge des acquéreurs.

DECIDE de lancer la procédure d'enquête publique préalable à la désaffectation et au déclassement d'une portion de domaine public en vue de son aliénation.

CHARGE Madame le Maire de l'exécution de la présente.

Fait et délibéré en mairie, les jour, mois et an ci-dessus

Au registre sont les signatures

A Mauriac, le 03 décembre 2025

Le Maire,

Edwige ZANCHI

La Secrétaire de séance,

Audrey LAFARGE

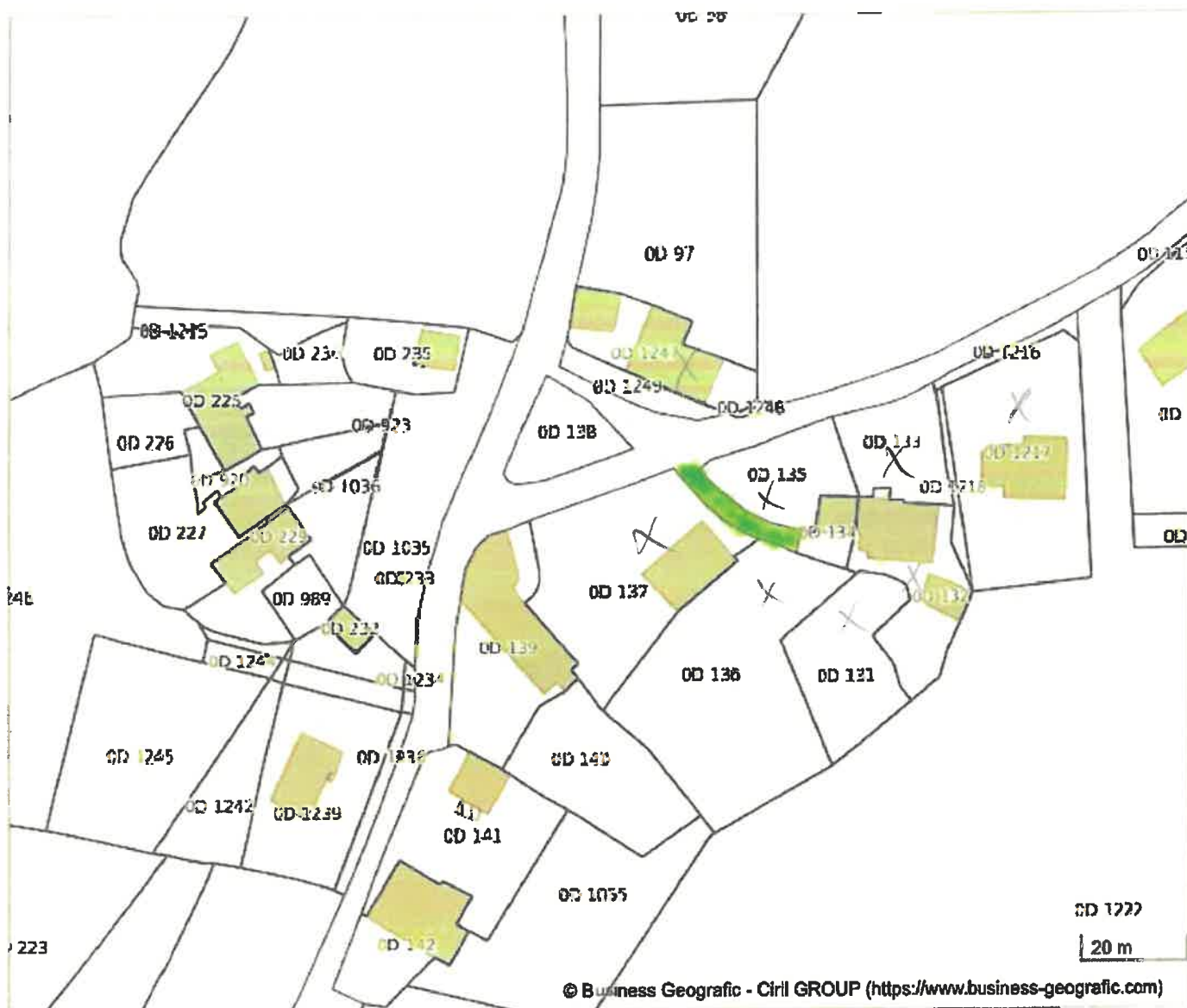
Date de publication sur le site internet www.mauriac.fr :

10 DEC. 2025

Le Maire informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de 2 mois, à compter de la date de publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérécours Citoyens» accessible par le site internet www.telerecours.fr ou par courrier adressé 6, Cours Sablon, 63 033 Clermont-Ferrand cedex 1

Cadastre

**atlas
cantal**



NOTES

PORTION DU DOMAINE PUBLIC A ACQUERIR :

Vu pour être annexé à la délibération
n° 2025-12-03/8 du 03 décembre 2025
Le Maire, La secrétaire,

Le Maire.

La secrétaire.



*Liberté
Égalité
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Direction Générale des Finances publiques

Le 17/06/2025

Direction Départementale des Finances publiques
du Puy-de-Dôme

Pôle d'évaluation domaniale

2, rue Gilbert Morel
63 033 Clermont-Ferrand Cedex 1

Le Directeur départemental des Finances
Publiques du Puy-de-Dôme

à

Mél. : ddip63.pole-
evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Madame le Maire

Place George Pompidou
15200 MAURIAC

Affaire suivie par : Stéphanie GINET
Courriel : stephanie.ginet@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 06 12 84 88 27

Réf. DS : 24324346
Réf. OSE : 2025-15120-38491

LETRE VALANT AVIS DU DOMAINE

Objet : Cession d'une portion de domaine public

Le 21/05/2025, vous avez saisi le Pôle d'Évaluation Domaniale, pour une demande d'avis concernant une portion de domaine public, situé le Coudert de Trébiac à Mauriac d'une superficie d'environ 50 m².

La valeur vénale de ce bien est estimée à 480 € (HT) avec une marge d'appréciation de 10 %.

Le présent avis est valable 12 mois.

Pour le Directeur départemental des Finances publiques
et par délégation,

Stéphanie GINET

Inspectrice des Finances publiques

Arrêté N° 2026 - 81

Objet : Portant ouverture de l'enquête publique préalable au déclassement et à la désaffectation d'une portion de domaine public située à Trébiac, en vue de son aliénation.

Le Maire de MAURIAC,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la loi N° 89-413 du 22 juin 1989 relative au Code de la Voirie Routière,
Vu la loi N° 92-1283 du 11 Décembre 1992 relative à la partie législative du livre 1^{er} du Code Rural et notamment son article L 161-10,
Vu le décret N° 89-631 du 4 Septembre 2001 relatif au Code de la Voirie Routière (Titre IV),
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 03 décembre 2025 décidant de lancer l'enquête publique préalable au déclassement et à la désaffectation à usage du public d'une portion de domaine public située à Trébiac en vue de son aliénation,

ARRETE

ARTICLE 1 : Selon les dispositions du décret n° 89-631 du 4 Septembre 1989, l'enquête publique préalable au déclassement et à la désaffectation à usage du public d'une portion de domaine public d'une superficie d'environ 50 m² constituée d'une portion d'un chemin qui dessert les parcelles cadastrées section D N° 134, 135, 136 et 137 propriétés de Madame Anne-Marie MATHIEU, située « Le Couderc » à Trébiac est ouverte en Mairie de Mauriac.

A cet effet, le dossier relatif à l'enquête publique sera déposé à la mairie pendant quinze jours du **jeudi 26 mars au vendredi 10 avril 2026 inclus**, et pourra être consulté aux jours et heures d'ouverture de la mairie ainsi que sur le site internet www.mauriac.fr de la commune.

ARTICLE 2 : Monsieur Jean-Marie BORDES, Directeur CPIE de Haute Auvergne en retraite, domicilié 30, rue du Languedoc à AURILLAC est désigné en qualité de Commissaire-Enquêteur.

ARTICLE 3 : Pendant la durée de l'enquête, les habitants et les intéressés peuvent consigner leurs déclarations sur un registre ouvert à cet effet, les adresser par écrit à la mairie à l'attention de Monsieur le commissaire enquêteur ainsi que par courrier électronique à l'adresse : urbanime@mauriac.fr. Ils pourront rencontrer à la Mairie de Mauriac, Monsieur le Commissaire-Enquêteur : **le Jeudi 26 mars, le lundi 30 mars et le vendredi 10 avril 2026 de 13h30 à 17h00.**

ARTICLE 4 : A l'expiration du délai de l'enquête, le registre sera clos et signé par Monsieur le commissaire Enquêteur qui, dans le délai d'un mois, transmettra au Maire le dossier et le registre accompagnés de ses conclusions motivées.

ARTICLE 5 : Le dossier de l'enquête et l'avis de Monsieur le Commissaire-Enquêteur seront soumis au Conseil Municipal qui, par délibération, prononcera le déclassement et la désaffectation à usage du public de ladite portion en vue de son aliénation. Au cas où il passerait outre aux déclarations formulées et aux conclusions défavorables de Monsieur le Commissaire Enquêteur, cette délibération devra être motivée.

ARTICLE 6 : Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, l'arrêté sera publié par voie d'affiche et éventuellement par tout autre procédé.
Une ampliation de l'arrêté sera adressée à Madame la Sous-Préfète de Mauriac.

Fait à MAURIAC, le 06 Mars 2026

Le Maire,
Edwige ZANCHI

Envoyé en préfecture le 10/03/2026

Reçu en préfecture le 10/03/2026

Publié le

ID : 015-211501200-20260306-ARR2026_81-AR



VILLE DE MAURIAC

Hôtel de Ville
20 Place Georges Pompidou - BP 59
04 71 68 01 85
population@mauriac.fr - www.mauriac.fr

COMMUNE DE MAURIAC, Cantal

NOTICE EXPLICATIVE

Par délibération du Conseil Municipal en date du 10 décembre 2025 la Commune de Mauriac a décidé de lancer l'enquête publique préalable au déclassement et à la désaffectation d'une portion du domaine public située « Le Couderc » à Trébiac.

Par courrier en date du 3 janvier 2023 ainsi qu'une confirmation par mail en date du 27 octobre 2025 adressé à Mme le Maire, Madame MATHIEU Anne-Marie s'est portée acquéreur de cette portion de domaine public, portion qui dessert les parcelles dont elle propriétaire, cadastrées section D n°134, n° 135, n° 136 et n° 137.

Après visite sur les lieux, il apparaît que cette portion de domaine public d'une surface d'environ 50 m², petit chemin qui a vocation à desservir uniquement les propriétés Madame MATHIEU Anne-Marie. Elle n'a pas fonction de desserte d'autres propriétés et ne fait donc pas l'objet d'une utilisation régulière de nature à la considérer comme affectée à l'usage du public.

Département :
CANTAL

Commune :
MAURIAC

Section : D
Feuille : 000 D 02

Échelle d'origine : 1/1250
Échelle d'édition : 1/1250

Date d'édition : 19/01/2023
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC45
©2022 Direction Générale des Finances
Publiques

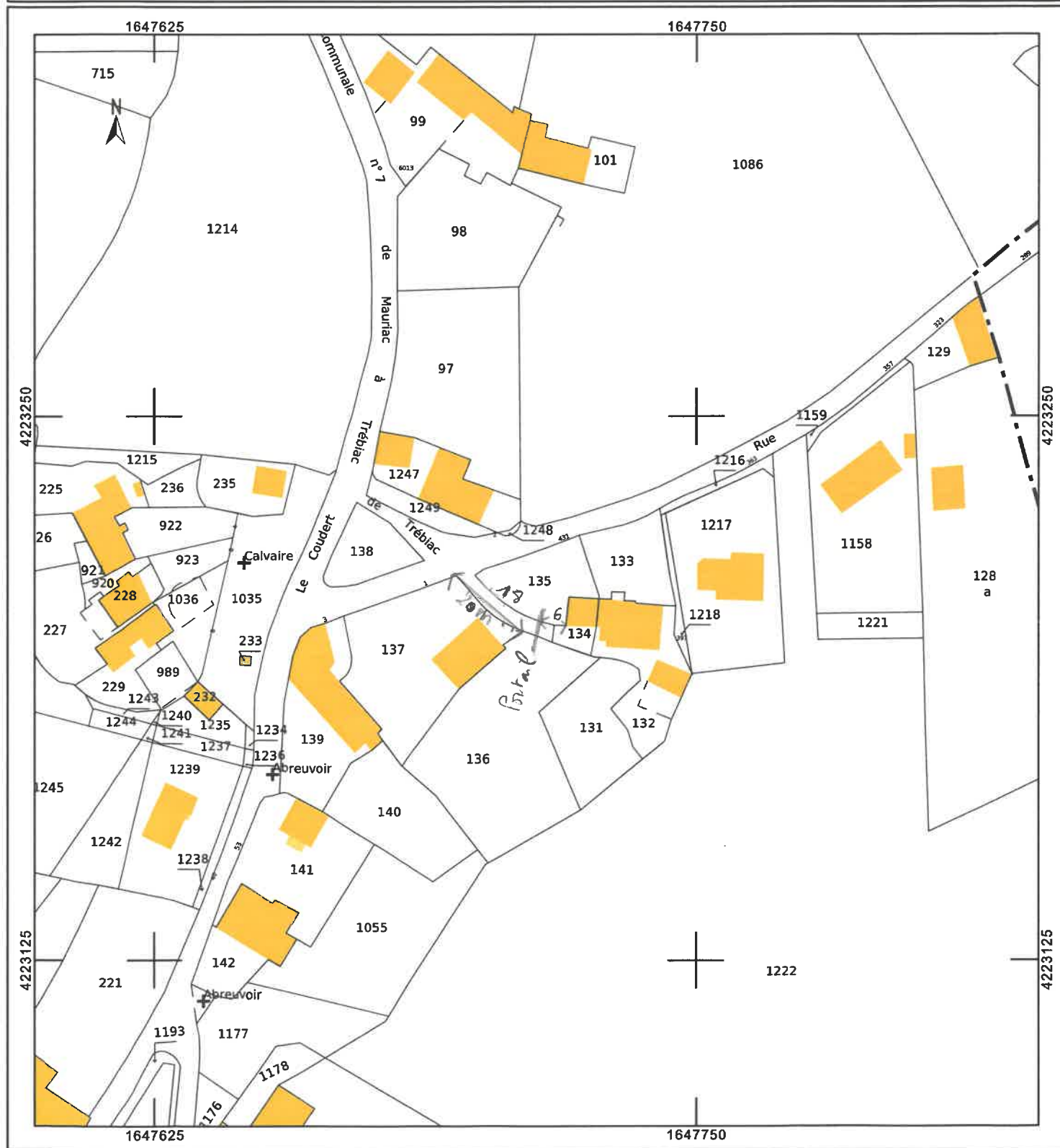
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
AURILLAC
3 Place des Carmes 15012
15012 AURILLAC CEDEX
tél. 04 71 43 44 84 -fax 04 71 43 44 77
cdif.aurillac@dgif.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr







DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DU PUY-DE-DÔME

Pôle d'Évaluation Domaniale de Clermont-Ferrand

Adresse postale

Direction départementale des finances publiques

Pôle d'Évaluation Domaniale

2, rue Gilbert Morel

63033 CLERMONT-FERRAND CEDEX 1

Mel : ddfip63.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Le 6 novembre 2019

MAIRIE

Place Georges Pompidou

BP 59

15200 MAURIAC

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Jacques CHERRI

Téléphone : 04 73 98 31 95

Courriel : jacques.cherri@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. : 2019-15120V1221

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : IMMEUBLE NON BÂTI

ADRESSE DU BIEN : LE COUDERT DE TRÉBIAC 15200 MAURIAC

VALEUR VÉNALE : 180 €

1 – SERVICE CONSULTANT

Mairie de Mauriac

AFFAIRE SUIVIE PAR

M Dominique BOCA

2 – Date de consultation

11/09/2019

Date de réception

12/09/2019

Date de visite

Sur pièces

Date de constitution du dossier « en état »

12/09/2019

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Cession amiable d'une emprise du domaine public.

4 – DESCRIPTION DU BIEN

Commune : Mauriac

Référence cadastrale : emprise du domaine public limitrophe des parcelles D 134//135//136//137.

Contenance : 60 m², environ.

Description du bien : bout de chemin en nature de terre débouchant sur la voie publique

5 – SITUATION JURIDIQUE

-Nom du propriétaire : Commune de Mauriac

Situation d'occupation : bien estimé libre.

6 – URBANISME ET RÉSEAUX

Bien situé en zone Ubzp du PLU communal.

7 – DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

La valeur vénale est déterminée par la méthode de la comparaison.

La valeur vénale est estimée à 180 €.

Cette évaluation est, par ailleurs, assortie d'une marge de négociation de 10 %.

8 – DURÉE DE VALIDITÉ

Un an.

9 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Il n'est pas tenu compte, dans la présente évaluation, des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

L'évaluation, contenue dans le présent avis, correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation étaient effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Pour le Directeur départemental des Finances publiques,



Jacques L'HERRI

Inspecteur

